

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Déclaration publique

Index AI : MDE 28/009/2007 (Public)  
Bulletin n° : 069  
ÉFAI  
11 avril 2007

## Algérie. Amnesty International condamne les attentats à la bombe d'Alger

Amnesty International condamne dans les termes les plus forts les attentats à la bombe qui ont touché de plein fouet Alger, la capitale algérienne, ce mercredi 11 avril. Au moins 23 personnes sont mortes et plus de 160 ont été blessées, selon des chiffres provisoires communiqués par le ministère de l'Intérieur.

La première explosion, qui s'est produite à l'entrée du Palais du gouvernement algérien, dans le centre de la ville, aurait tué au moins 12 personnes. Une deuxième explosion, qui aurait provoqué la mort d'au moins 11 personnes, a eu lieu peu après à proximité d'un poste de police, dans le quartier résidentiel de Bab Ezzouar, à l'est de la capitale, sur la route de l'aéroport international, non loin de l'une des universités de la ville. Selon des témoins, il y avait trois voitures piégées. Ces attentats n'ont pour l'instant pas été revendiqués.

Les attentats, qui semblaient viser principalement des civils, sont les premiers depuis les années 1990 à utiliser des charges explosives puissantes pour viser le centre d'Alger et à causer un nombre de victimes aussi élevé.

Amnesty International condamne toute attaque délibérée de civils. De tels actes sont strictement interdits par le droit international et ne sauraient en aucun cas se justifier. Ils sont la preuve d'un mépris flagrant pour les principes les plus élémentaires d'humanité.

### Complément d'information

L'Algérie émergeait lentement ces dernières années d'une période de violence de dix ans au cours desquels on estime à plus de 200 000 le nombre de personnes tuées, tandis que de très nombreuses autres ont été blessées. En 2006, les combats entre les groupes armés et les forces de sécurité ont fait plus de 300 morts, dont plus de 70 civils, un nombre de victimes considérablement moins élevé qu'au plus fort du conflit interne, au milieu des années 1990.

Toutefois, on assiste depuis ces dernières semaines à un regain de violence, avec une augmentation de confrontations armées signalées entre forces de sécurité et membres du principal groupe islamiste toujours actif dans le pays. Ce groupe, connu auparavant sous le nom de Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), se ferait appeler désormais Organisation d'Al Qaida au Maghreb islamique, selon une déclaration mise en ligne en janvier 2007 sur un site web réputé proche du groupe. Pour le moment, on ne sait pas si c'est ce groupe qui est responsable des attentats mortels qui se sont produits aujourd'hui.